



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: Montevideo	
Pays: Uruguay	Date de la dernière mise à jour: 29.07.2020

## Rapport économique Uruguay 2019

### Résumé – Executive Summary

L'Uruguay a poursuivi, en 2019, sa série de **17 années consécutives de croissance économique** avec une légère hausse de son PIB (**+0.2%**)<sup>1</sup>. Comme en 2018, la croissance se voit mitigée par un déficit fiscal en hausse (4.7% du PIB<sup>2</sup>), de même que le taux de chômage (8.9%, au plus haut depuis 2007<sup>3</sup>) et l'inflation (+8.8%<sup>4</sup>). Au cours d'une année 2019 marquée notamment par des tensions commerciales entre les grands marchés, l'Uruguay inscrit une hausse de ses exportations à hauteur de +0.7%<sup>5</sup>, pour un volume total de USD 9'146 millions.<sup>6</sup> Les **exportations** suisses à destination de l'Uruguay s'élèvent à CHF 159 millions (**-6.7%**) alors que le total des **importations** a baissé de plus d'un tiers par rapport à 2018, pour un total de CHF 32 millions (-36.9%). A noter que les chiffres uruguayens sont plus élevés que les chiffres suisses parce qu'ils incluent une part très importante (env. 80%) des exportations suisses qui ne fait que transiter par des zones franches vers d'autres pays de la région. La composition de ces exportations n'a pas changé : les **produits pharmaceutiques** et **l'horlogerie** sont à nouveau les marchandises suisses les plus prisées, représentant respectivement **80% et 14%** des produits exportés. Concernant les importations, la **viande bovine (73%)** et les **métaux précieux**, essentiellement sous forme de lingots d'or (22%) représentent une part écrasante des marchandises importées par la Suisse. L'Uruguay, avec ses 3.5 millions d'habitants, représente un marché de taille très réduite. Cependant, d'autres facteurs incitent un nombre important d'entreprises étrangères à s'y installer : la **sécurité juridique** solide; il n'existe pas d'entrave à la **circulation des capitaux**; la **corruption** y est la plus **basse** d'Amérique latine et ses nombreuses **zones franches** très attractives pour les investisseurs. A cela s'ajoute que l'Uruguay est membre du **Mercosur**, bloc régional de quelques 280 millions d'habitants, qui a conclu en 2019 les **négociations d'accords de libre-échange (ALE)** tant avec l'UE qu'avec **l'AELE**. Les atouts susmentionnés doivent néanmoins être relativisés en raison de la lourde bureaucratie, des taux d'imposition élevés et de la présence d'un puissant mouvement syndical.

<sup>1</sup> <https://data.worldbank.org/country/uruguay>

<sup>2</sup> <https://www.elobservador.com.uy/nota/deficit-fiscal-se-amplio-en-2019-y-termino-el-ano-en-4-7-del-pib-2020131202545>

<sup>3</sup> <https://www.elobservador.com.uy/nota/desempleo-cerro-2019-en-8-9-el-mayor-registro-anual-desde-2007-2020271551>

<sup>4</sup> <http://www.ine.gub.uy/indicadores?indicadorCategoryId=11421>

<sup>5</sup> <https://www.presidencia.gub.uy/comunicacion/comunicacionnoticias/exportaciones-uruguay-carne-soja-comercio>

<sup>6</sup> En excluant les zones franches, les exportations s'élèvent à USD 7'639 millions (+2.2%).

# Index

Résumé – Executive Summary .....	1
1 Enjeux économiques.....	3
2 Accords commerciaux internationaux et régionaux .....	4
2.1 Priorités politiques et économiques .....	4
2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination) .....	5
3 Commerce extérieur .....	5
3.1 Evolution et perspectives générales .....	5
3.2 Commerce bilatéral avec la Suisse .....	5
4 Investissement directs étrangers (IDE) en 2018.....	6
4.1 Evolution et perspectives générales .....	6
4.2 Investissement bilatéraux .....	6
5 Promotion commerciale, économique et touristique .....	6
5.1 Instruments de la promotion économique extérieure .....	6
5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse .....	7
Annexes.....	8
Annexe 1: Structure de l'économie.....	8
Annexe 2 : Principales données économiques.....	9
Annexe 3 : Partenaires commerciaux pour année : 2019 .....	10
Annexe 4 : Evolution du commerce bilatéral avec la Suisse .....	11
Annexe 5 : Principaux investisseurs .....	12

# 1 Enjeux économiques

Se basant sur la seule évolution de son PIB dans le contexte régional, l'Uruguay se place parmi les premiers de classe d'Amérique latine. Le revenu par habitant reste en effet l'un des plus élevés de la région en parité de pouvoir d'achat (USD 22'117<sup>7</sup>) et l'absence d'extrême pauvreté ainsi que la croissance ininterrompue de l'économie uruguayenne depuis 2003 (avec une moyenne de près de 4% par an) attire l'attention.<sup>8</sup> Cette évolution s'est nonobstant vue ralentie au cours des dernières années, avec une croissance de 1.6% en 2018 et de 0.2% en 2019. Par ailleurs, la prise en compte d'indicateurs plus variés offre une vision différente de la situation économique du pays. De sa campagne à la passation de pouvoir en mars 2020, le nouveau gouvernement de centre-droite comptait inverser cette tendance en s'attaquant notamment à la législation sur le travail très rigide, l'inefficience bureaucratique et les monopoles d'entreprises étatiques afin de promouvoir les investissements tant internes qu'étrangers. La crise sanitaire et économique liée au nouveau coronavirus en 2020 laisse cependant présager une augmentation inévitable de la dette publique.

La traditionnelle **prépondérance syndicale** a conduit à un régime de travail peu flexible (difficulté de licencier), à des prestations de sécurité sociale élevées ainsi qu'à un système de hausses salariales et de rentes automatiques incluant une adaptation à l'inflation et une revalorisation réelle biannuelle, indépendamment de l'évolution de la productivité. Le contrôle des charges représente le principal défi pour les entreprises, sachant que les salaires représentent 70% à 80% des coûts totaux. Le nouveau gouvernement promet un changement de posture vis-à-vis des syndicats, prévoyant notamment une garantie d'accès au lieu de travail pour les employés ne participant pas à une grève.

S'agissant des **procédures administratives**, l'Uruguay occupe le 101<sup>ème</sup> rang dans le classement *Doing Business 2020* de la Banque Mondiale (94<sup>ème</sup> l'année précédente) et disposerait d'une grande marge d'amélioration.

Tous comme ses voisins, l'Argentine et le Brésil, **l'Uruguay** est accablé d'une **dépréciation chronique de sa monnaie** (-12.8% par rapport au dollar en 2019), qui s'associe à une **inflation** relativement élevée (+8.8% en 2019) et supérieure à l'objectif de la Banque centrale de 3% à 7%<sup>9</sup>. Bien qu'un peso faible puisse contribuer à la relance des exportations suite à la crise de 2020, ces tendances ne contribuent pas à la crédibilité de la politique monétaire ni au pouvoir d'achat des uruguayens, si l'inflation n'est pas contrôlée.

Afin d'assurer le service d'un **déficit fiscal important** (2019: 4.7% du PIB, le plus haut depuis 30 ans), le niveau des impôts est élevé. Un impôt de 25% sur le revenu s'applique à toute entreprise uruguayenne et étrangère avec établissement en Uruguay. S'y ajoutent à niveau individuel un impôt sur le salaire entre 10-36% et un impôt sur le revenu de capital de 12%.<sup>10</sup> Les multinationales peuvent négocier des allègements fiscaux (60% d'un investissement). Tous les interlocuteurs s'accordent cependant sur le fait que **la dette est soutenable**, très bien gérée et ne pose aucun risque : l'Uruguay se trouve dans la catégorie BBB de notation financière selon Standard & Poor's, avec une tendance stable.

Selon des estimations des syndicats, environ 55'000 **emplois** auraient été perdus depuis 2014.<sup>11</sup> Mais le taux de chômage officiel (**2019 : 8.9%**, 2018 : 7.9%, 2017 : 6.3%) ne reflète pas toute la réalité. Selon l'Institut National de Statistique de l'Uruguay, en avril 2020 que 58% des personnes en âge de travailler étaient professionnellement actifs.<sup>12</sup> La taille du secteur de travail informel, quoique non négligeable, reste bien en dessous de la moyenne régionale

<sup>7</sup> <https://datos.bancomundial.org/indicador/NY.GDP.PCAP.PP.CD?locations=ZJ-CL-UY>

<sup>8</sup> <https://www.bancomundial.org/es/country/uruguay/overview>

<sup>9</sup> <https://negocios.elpais.com.uy/noticias/inflacion-alejo-meta-gobierno.html>

<sup>10</sup> <https://www.pwc.com.uy/es/acerca-de-nosotros/publicaciones/doing-business/doing-business-2020.pdf>

<sup>11</sup> <https://negocios.elpais.com.uy/noticias/pit-cnt-estima-perdida-puestos.html>

<sup>12</sup> <http://ine.gub.uy/documents/10181/30865/ECH+Empleo+Abril+2020/5ede7208-1e68-4478-985d-5ede5c430872>

estimé à 25% en 2012.<sup>13</sup> Le pays souffre aussi depuis quelques années d'un affaiblissement important de la qualité de **l'éducation** tant au niveau primaire que secondaire. Il en résulte que plus de 40% des jeunes ne terminent pas leur scolarité obligatoire (jusqu'à 18 ans), rencontrant par la suite de grandes difficultés d'insertion dans le marché du travail.

## 2 Accords commerciaux internationaux et régionaux

### 2.1 Priorités politiques et économiques

En raison de la taille limitée de son marché intérieur (environ 3.5 millions d'habitants) et de sa structure de production destinée principalement à l'exportation, l'Uruguay est contraint de s'intégrer au maximum dans l'économie mondiale. Le pays s'efforce donc de conclure des accords de libre-échange, qu'ils soient bilatéraux<sup>14</sup> ou négociés à travers le bloc économique Mercosur (avec ses autres membres actifs, l'Argentine, le Brésil et le Paraguay). Actuellement le Mercosur négocie des accords avec le Canada, la Corée du Sud et Singapour. Après 20 ans de discussion, les négociations concernant l'accord de libre-échange entre le **Mercosur** et **l'Union Européenne (UE)** ont finalement abouti en juin 2019. Cet accord donne naissance au plus grand espace de libre-échange du monde avec 776 millions de consommateurs et une production économique de 18'000 milliards d'euros.<sup>15</sup> L'accord est particulièrement important pour l'Uruguay, l'UE représentant non seulement un partenaire commercial très important (deuxième acheteur d'exportations uruguayennes avec 17% après la Chine), mais aussi et surtout l'une des plus grandes sources d'investissements directs. Ce sont près de USD 106 millions de tarifs à l'importation en UE (2018) et qui sont majoritairement éliminés par le traité. Puis, en août 2019, les négociations entre le **Mercosur** et **Association Européenne de Libre-Echange (AELE)** ont également abouti. Les deux accords restent à être finalisés (processus juridique), signés et ratifiés. Le premier membre du Mercosur à ratifier l'accord avec l'AELE jouira immédiatement du plein quota d'exportation vers les quatre partenaires européens jusqu'à être rejoint par ses voisins, ce qui suscite un intérêt substantiel, en particulier pour l'exportation de viande bovine.

Il est important de noter que le Mercosur reste une institution faible malgré les succès mentionnés. Après la dissipation de doutes initialement exprimés par le président brésilien Jair Bolsonaro quant à l'utilité du bloc, c'est son confrère argentin Alberto Fernández qui, à son arrivée au pouvoir, marqua un coup de frein à l'élan d'intégration du groupe à l'économie mondiale, indiquant qu'il ne participerait pas à de nouvelles négociations pour de tels accords. Les trois membres restants assurèrent ne pas laisser l'hésitation argentine compromettre leurs objectifs de libéralisation, ce qui semble en partie régler la question de la flexibilisation du Mercosur (la possibilité de conclure des accords de libre-échange bilatéralement), encore ouverte jusqu'alors. L'arrivée au pouvoir du gouvernement Lacalle Pou en 2020 confirme cette intention, déclarant vouloir miser le développement de l'Uruguay sur le commerce extérieur.

La Chine représente le marché le plus important pour l'Uruguay. Ainsi, Montevideo s'efforce de formaliser les liens commerciaux avec la **Chine** en signant des accords dans différents domaines et en s'illustrant comme unique pays latino-américain participant activement au projet chinois « One Belt One Road ». Un *Memorandum of Understanding* a par ailleurs été signé entre l'Uruguay et le géant chinois de la télécommunication Huawei en vue d'une coopération approfondie sur la technologie 5G.<sup>16</sup> Un traité de libre-échange bilatéral est en discussion depuis 2016<sup>17</sup>, mais serait en violation avec le statut du Mercosur.

<sup>13</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms\\_245894.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_245894.pdf)

<sup>14</sup> <https://www.mef.gub.uy/712/1/mef/acuerdos-comerciales.html>

<sup>15</sup> <https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/laccord-de-libre-echange-entre-lue-et-le-mercotur-augmente-la-pression-sur-la-suisse>

<sup>16</sup> <https://www.chinadaily.com.cn/a/201908/27/WS5d64f7aca310cf3e35568268.html>

<sup>17</sup> <https://losagronegocios.com.uy/ganaderia/china-y-su-interes-constante-en-firmar-un-tlc-con-uruguay/>

## 2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

Avec la conclusion des accords de libre-échange par le Mercosur, le risque d'une discrimination de marché pour les produits Suisse est écarté. Le Mercosur éliminera successivement ses droits de douane à l'importation pour des biens industriels pouvant atteindre à l'heure actuelle jusqu'à 35% pour certains produits, alors que les états de l'AELE élimineront tous les droits de douane à l'importation pour les produits industriels avec l'entrée en vigueur du traité. Pour les produits agricoles, une élimination graduelle est prévue.

## 3 Commerce extérieur

### 3.1 Evolution et perspectives générales

En 2019, la valeur totale des exportations, zones franches comprises, est estimée à USD 9'146 millions, ce qui représente une **augmentation de 0.7%** par rapport à l'année 2018. Dans un climat global marqué par des tensions entre les grands marchés (Etats-Unis, Chine, UE) et un ralentissement relatif de la croissance mondiale, l'évolution des exportations s'inscrit dans la moyenne régionale.<sup>18</sup> La **viande bovine** fait son retour en tête de liste grâce à une hausse conséquente de prix sur les marchés. Sa valeur exportée atteint USD 1'798 (+11%), dont la Chine concentre 38% et les Etats-Unis 33%. Le prix de la **cellulose** s'étant stabilisé après le pic de 2018, les ventes s'élèvent à USD 1'527 millions pour 2018, dont près de la moitié (48%) fut destinée à l'UE et un quart (28%) aux Etats-Unis. Le contrat controversé entre le gouvernement et la fabrique de cellulose finlandaise UPM pour la construction d'une seconde usine en Uruguay, quoique sujet à de lourdes critiques et à des amendements sous le nouveau gouvernement en 2020, reste en vigueur. Une troisième usine et un investissement supplémentaire de USD 350 millions dans la logistique ferroviaire et portuaire à Montevideo ont été approuvés en 2019, portant les estimations à +2% de PIB grâce à l'investissement, +12% d'exportations de cellulose dès 2023 pour devenir le second producteur mondial, et 10'000 nouveaux emplois fixes dans la chaîne de valeur<sup>19</sup>. En troisième place, les ventes de soja purent se redresser en 2019 après la récolte catastrophique de l'année précédente pour atteindre USD 1'002 millions (+90%) – le volume exporté fut plus que doublé, mais son incidence compensée par une baisse de prix sur les marchés. La Chine acquit plus du quart des exportations de soja en 2019.

La valeur des **produits importés**, sans considérer les produits pétroliers et ses dérivés, a baissé de 7%, s'élevant à USD 7'201 millions. Tous les principaux produits importés virent leur valeur stagner ou à la baisse. Il est intéressant de noter, en revanche, la duplication des achats par l'Uruguay de viande bovine (principalement brésilienne) pour un montant de USD 127 millions afin de satisfaire sa propre demande.

La **Chine** et le **Brésil** restent les pays les plus importants dans le commerce extérieur avec plus de 40% des importations et exportations (Chine : 31% des exportations et 22% des importations ; Brésil : 13% des exportations et 23% des importations). L'UE quant à elle, est la destination de 17% des exportations uruguayennes. L'Argentine occupe une place importante, notamment en raison du rôle joué par les touristes argentins, en particulier durant période estivale.

### 3.2 Commerce bilatéral avec la Suisse

Le commerce bilatéral avec la Suisse poursuit sa **baisse** depuis 2014. Les exportations de l'Uruguay vers la Suisse ont diminué de 36%, passant de CHF 51 millions à CHF 32 millions (statistiques uruguayennes de USD 33 millions à USD 16 millions) et se concentrent sur les **produits agricoles** (45%) et **l'or brut** (44%). S'agissant du montant des importations en provenance de Suisse (CHF 159 millions dont 80% de **produits chimiques et pharmaceutiques**)<sup>20</sup>, il diffère fortement des statistiques uruguayennes (USD 33.5 millions,

<sup>18</sup> <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/informe-de-comercio-externo-de-uruguay-2019/>

<sup>19</sup> <https://www.upm.uy/siteassets/documents/growth/inversion-en-una-planta-de-celulosa-de-clase-mundial.pdf>

<sup>20</sup> <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/public/bereiche/waren/result.xhtml>

soit CHF 32.5 millions). L'Uruguay considère la majeure partie des produits suisses comme étant en transit puisqu'ils sont souvent réexportés vers d'autres pays d'Amérique latine, après être soumis à des opérations mineures (par exemple d'emballage). Avec la conclusion de **l'accord de libre-échange entre l'AELE et le Mercosur** en août 2019, il est fortement probable que le commerce bilatéral se dynamise à moyen et long terme. L'Uruguay espère pouvoir ratifier rapidement l'accord pour profiter de la priorité sur les quotas d'exportations vers l'AELE.

## 4 Investissement directs étrangers (IDE) en 2018

### 4.1 Evolution et perspectives générales

L'Uruguay maintient sa position comme pays sûr et continue d'attirer des investissements directs même dans un environnement international instable. Les arguments forts continuent d'être la stabilité institutionnelle et macroéconomique, une main d'œuvre qualifiée, et une économie relativement saine. Ceci dit, pour la troisième année consécutive, 2018 marqua un léger recul des investissements directs nets en Uruguay.<sup>21</sup> L'Espagne (23%) dépasse l'Argentine (15%) comme pays le plus investi en Uruguay, suivis par la Suisse, le Brésil et les Etats-Unis (7% respectivement). Les IDE se font prédominants dans les secteurs financiers et d'assurance (33%), les industries manufacturières (23%) et le commerce (23%).<sup>22</sup>

### 4.2 Investissement bilatéraux

Le stock d'investissement direct suisse en Uruguay en 2018 s'élève à CHF 2'391 millions (2017 : CHF 2'274 millions), ce qui situe la Suisse en troisième place avec 7% des IDE.

Les accords de protection des **investissements** et de **double imposition** ainsi que les investissements suisses sont très importants pour l'Uruguay avec plus de 50 entreprises dont plusieurs dans les zones franches dont « Zonamérica ». A noter que la nouvelle usine de **Nestlé** inaugurée en 2019 représente un investissement de USD 20 millions. La fabrique de café est la plus moderne du monde et devrait exporter sur tous les continents un nouveau produit lié à une récente coopération avec Starbucks. **Roche** et **Trafigura** ont installé des centres régionaux à Montevideo, employant respectivement environ 200 et 400 personnes. Au total, ce sont plus de 1'000 personnes qui travaillent au sein d'entreprises suisses.

Parmi les entreprises suisses présentes en Uruguay figurent ABB, Banque Héritage, Bank Lombard Odier & Co Ltd, Glencore, Julius Baer, Kühne & Nagel, Nestlé, MSC, Panalpina, Roche, Schindler, Sika, Syngenta, SGS, Swiss Just, Trafigura et UBS. Concernant le secteur financier, seule Banque Héritage jouit d'une licence bancaire, les autres ne disposent que de bureaux de représentation.

## 5 Promotion commerciale, économique et touristique

### 5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

L'Ambassade de Suisse en Uruguay entretient des relations étroites avec la **Chambre de Commerce** Suisse-Uruguayenne (activités conjointes et participation dans le réunion de la commission directive). Elle contribue à la promotion des échanges commerciaux entre les deux pays. L'institution, fondée en 1944, met en contact les entreprises uruguayennes et suisses et s'engage en faveur de leurs intérêts. L'Ambassade et la Chambre de Commerce se chargent des requêtes des entreprises suisses, sollicitées sans intermédiaire ou via Switzerland Global Entreprise (S-GE). S-GE organise chaque année en Suisse la rencontre «LATAM days», à laquelle participe un représentant de la Chambre de Commerce.

La Chambre de Commerce peut espérer un nombre croissant de demandes à son encontre une fois ratifié le traité de libre-échange entre AELE et Mercosur. L'accord a d'ailleurs fait

<sup>21</sup> <https://www.bcu.gub.uy/Estadisticas-e-Indicadores/Paginas/Balanza-MBP-6.aspx>

<sup>22</sup> <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/monitor-trimestral-de-ied/>

l'objet d'un événement organisé par la Chambre en 2019 dans lequel ont participé l'Ambassadeur Strub ainsi que la négociatrice uruguayenne Valeria Csukasi.

## **5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse**

La Suisse comme destination de vacances n'est pas très présente puisque les voyages vers la Suisse sont, pour une grande majorité de la population uruguayenne, trop onéreux. En 2019, l'Ambassade a organisé pour la deuxième année consécutive une **semaine suisse en marge des festivités du premier août**. Le thème principal choisi pour accompagner non seulement la semaine suisse mais en tant que fil rouge pendant l'année était l'innovation (la formation duale en 2018, la gestion des déchets en 2020). Les activités gastronomiques, culturelles et thématiques de cette semaine attirent en nombre et aident à positionner la Suisse aussi bien comme identité culturelle que comme destination touristique et partenaire commercial.

En 2018, Nestlé avait organisé pour la première fois dans la région Mercosur un « Youth Summit » rassemblant des jeunes venant d'Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Cet événement a abouti à une déclaration de 30 compagnies se compromettant à offrir 40'000 places de formation et d'emploi aux jeunes de ces quatre pays jusqu'en 2020. La formation duale suisse a été présentée avec la participation active de l'Ambassade et reste un des éléments clés de la Chambre de Commerce Suisse - Uruguayenne. Le Youth Summit a eu lieu au Brésil en 2019 et aurait dû avoir lieu au Paraguay en 2020. A cause du Covid-19 l'événement a été repoussé en 2021.



# Annexes

## ANNEXE 1

---

### **Annexe 1 : Structure de l'économie**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Répartition du PIB</b>						
Secteur primaire	7.9	7.2	7.0	6.1	6.7	<b>6.9</b>
Secteur manufacturier	13.4	14.6	14.1	12.9	12.8	<b>12.9</b>
Services	78.6	78.2	78.9	81.0	80.5	<b>80.2</b>
<b>Répartition de l'emploi</b>						
Secteur primaire	9.4	9.0	8.4	8.9	8.5	<b>8.4</b>
Secteur manufacturier	11.5	11.1	11.3	10.7	10.4	<b>10.3</b>
Services	79.1	79.9	80.4	80.3	81.1	<b>81.2</b>

Sources :

- PIB : <https://www.bcu.gub.uy/Estadisticas-e-Indicadores/Paginas/Presentacion%20Cuentas%20Nacionales.aspx>
- Emploi: <http://www.ine.gub.uy/web/guest/actividad-empleo-y-desempleo>

La répartition sectorielle du PIB, inclut les services publics sans les différencier des services privés.



**Annexe 2 : Principales données économiques**

	2017	2018	2019	2020**
<b>PIB</b> (USD millions)*	59'520	59'519	<b>55'995</b>	49'187
<b>PIB/habitant</b> (USD)*	17'039	16'976	<b>15'914</b>	13'930
<b>Taux de croissance</b> (%) *	+2.6%	+1.6%	<b>+0.2%</b>	-2.7%
<b>Taux d'inflation</b> (%)*	+6.6%	+8.0%	<b>+8.8%</b>	+9.3%
<b>Taux de change</b> (UYU/USD, moyenne annuelle)	28.7	30.8	<b>35.3</b>	42.7
<b>Taux de chômage</b> (%)*	7.9%	8.3%	<b>8.9%</b>	9.3%
<b>Solde budgétaire</b> (% du PIB)*	-3.5%	-4.2%	<b>-4.8%</b>	-
<b>Solde des transactions courantes</b> (% du PIB)*	0.7	0.1	<b>0.2</b>	-2.7
<b>Dettes externe</b> (% du PIB)**	65.3%	64.5%	<b>66.4%</b>	-
<b>Service de la dette</b> (% des exportations)**	68.2	62.5	<b>56.7</b>	60.2
<b>Réserves</b> (mois d'importations)**	15.4	14.2	<b>13.0</b>	12.1

2020: chiffres préliminaires

\* Source : Uruguay XXI, *Monitor Macro*, chiffres basés sur des données de la Banque Centrale Uruguayenne et l'Institut National de Statistiques, <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/monitor-macro/>

\*\* Source : FMI, Country Report No. 19/64, février 2020, [www.imf.org/external/country/index.htm](http://www.imf.org/external/country/index.htm)

**Annexe 3 : Partenaires commerciaux pour année : 2019**

Rang	Pays	Exportations* par l'Uruguay (USD millions)	Part	Rang	Pays	Importations** par l'Uruguay (USD millions)	Part
1	Chine	2'848	31%	1	Brésil	1'625	23%
2	Brésil	1'188	13%	2	Chine	1'609	22%
3	USA	620	7%	3	Argentine	966	13%
4	Pays-Bas	562	6%	4	USA	488	7%
5	Argentine	393	4%	5	Mexique	210	3%
41	Suisse	16	0.2%	28	Suisse	33	0.5%
	A partir de zones franches	2'216	24%				
	<b>Total</b>	<b>9'119</b>	<b>100%</b>		<b>Total</b>	<b>7'201</b>	<b>100%</b>

Sources :

- <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/exportaciones-incluyendo-zonas-francas/>
- Uruguay XXI, Estadísticas de Comercio Exterior, Exportaciones uruguayas de bienes según destino (Clasificación Uruguay XXI, 2018); Uruguay XXI, Estadísticas de Comercio Exterior, Importaciones uruguayas de bienes según país de origen (Clasificación Uruguay XXI, 2018).

\* Exportations : incluent les exportations faites à partir des zones franches

\*\* Importations : n'incluent pas le pétrole et ses dérivés

**Annexe 4 : Evolution du commerce bilatéral avec la Suisse**

Période	Importations		Exportations		Solde	
	Valeur (CHF mio)	Variation %	Valeur (CHF mio)	Variation %	Valeur (CHF mio)	Variation %
<b>2009</b>	114	-10.9	61	-7.8	53	-14.3
<b>2010</b>	136	19.5	65	6	71	+35.1
<b>2011</b>	132	-2.5	38	-40.7	94	32
<b>2012</b>	234	76.7	137	257.3	97	3.3
<b>2013</b>	278	19	127	-7.3	151	56.1
<b>2014</b>	264	-5.1	102	-19.1	162	6.7
<b>2015</b>	244	-7.7	98	-4.6	146	-9.6
<b>2016</b>	239	-2	71	-26.9	168	14.6
<b>2017</b>	171	-28.7	71	-0.7	100	-40.6
<b>2018</b>	170	-0.4	51	-28.4	119	19.6
<b>2019</b>	159	-6.7	32	-36.9	127	

<b>Exportations vers la Suisse</b>	<b>2016</b> (% du total)	<b>2017</b> (% du total)	<b>2018</b> (% du total)	<b>2019</b> (% du total)
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	35.7	31.1	45.4	73.0
2. Métaux précieux et pierres gemmes (y compris or et argent en lingots dès 1.1.2012)	58.5	66.0	43.9	22.0
3. Objets d'art et antiquités	0.0	0.0	6.6	3.2
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	1.2	1.1	2.2	0.1

<b>Importations en provenance de Suisse</b>	<b>2016</b> (% du total)	<b>2017</b> (% du total)	<b>2018</b> (% du total)	<b>2019</b> (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	83.8	77.3	79.1	79.6
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	9.7	13.6	15.1	13.5
3. Machines, appareils, électronique	2.3	3.5	2.4	3.6
4. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	2.1	2.0	0.9	1.0

Source :

- AFD, Commerce total (Total 2) : y compris l'or et l'argent en lingots ainsi que les pièces de monnaie pour le total général  
<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/public/bereiche/waren/result.xhtml>

## Annexe 5 : Principaux investisseurs

Principaux investisseurs en Uruguay en 2018

Rang	Pays	Stock d'investissements directs (USD mio.)	Part (%)	Variation par rapport à l'année précédente (USD mio)
1	Espagne	8'158	23%	+3'079
2	Argentine	5'341	15%	-274
<b>3</b>	<b>Suisse</b>	<b>2'513</b>	<b>7%</b>	<b>+67</b>
4	Brésil	2'394	7%	-209
5	USA	2'371	7%	-118
6	Finlande	*	6%	
7	Chili	1'990	6%	+163
8	Pays-Bas	1'983	6%	+77
9	Autres pays sud-américains	1'974	4%	+79
10	Îles Vierges	1'493	3%	-246
11	Singapour	1'151	2%	+218
12	Îles Cayman	833	2%	+102
13	Canada	683	2%	+7
14	Belgique	594	1%	-41
	...			
	Autres pays		8%	
	Total	34'921	100%	-29

\* Pour des raisons de protection de données le chiffre de l'investissement direct finlandais n'est pas publié par la Banque Centrale. Uruguay XXI utilise un chiffre approximé.

Note : Les stocks d'investissements représentent uniquement les participations de capital et non les instruments de dette.

Sources :

- Uruguay XXI, Monitor de Inversión Extranjera de Setiembre 2019 <https://www.uruguayxxi.gub.uy/uploads/informacion/fb6c59e4f3cf4e7cc208809340069e8c8cfaa94d.pdf>
- Banco Central del Uruguay, ("Inversión Extranjera Directa-Flujos", "Posición de Inversión Extranjera Directa") <https://www.bcu.gub.uy/Estadisticas-e-Indicadores/Paginas/Balanza-MBP-6.aspx#>